



En quête de notabilité

Nadège Ragaru

► To cite this version:

Nadège Ragaru. En quête de notabilité. Politix, 2004, 17 (67), pp.71-99. 10.3406/polix.2004.1625 . hal-01020553

HAL Id: hal-01020553

<https://sciencespo.hal.science/hal-01020553>

Submitted on 8 Jul 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

En quête de notabilité. Vivre et survivre en politique dans la Bulgarie post-communiste

Nadège Ragaru

Ragaru Nadège, . En quête de notabilité. Vivre et survivre en politique dans la Bulgarie post-communiste. In: Politix. Vol. 17, N°67. Troisième trimestre 2004. pp. 71-99.

[Voir l'article en ligne](#)

In Search of Notability: Surviving in Bulgarian Post-communist Politics Nadège Ragaru In post 1989 Bulgaria building up social prominence is the key strategy of politicians striving to get elected and achieve political legitimacy. So much so that the credibility of political leaders often depends on their ability to perpetuate favor driven networks. A process during which politicians rediscover and reshape the private appropriation practices that prevailed under communism. And since control over these resources is conditional upon getting elective mandates, the pre-elections selection process of party representatives fosters an extremely fierce competition within political parties. Moreover, those who are defeated in the selection process are likely to be expelled from the party. Under these circumstances has progressively emerged an original pattern of relations between party machines and those seeking to make a career in politics. Along with "mobile voters" has come forth a class of "mobile politicians" ready to change party allegiances and ideological preferences in response to a volatile electorate and disloyal party executives. Given this trend of uncertainty, politicians build their careers on a series of shifts from one "temporary party accommodation" to another, often located in newborn political parties. Networks set up during these temporary political attachments provide politicians with an electorate and an economic support system needed to facilitate their transfer from one party to the next. Such an approach to political survival and political adversity management should not be confused with a crisis, or lack of democratic wisdom, as it may appear to outsiders. It is a unique response to scant resources, high uncertainty and fluid loyalty.

Avertissement

L'éditeur du site PERSEE le Ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, Direction de l'enseignement supérieur, Sous-direction des bibliothèques et de la documentation détient la propriété intellectuelle et les droits d'exploitation. A ce titre il est titulaire des droits d'auteur et du droit sui generis du producteur de bases de données sur ce site conformément à la loi n°98-536 du 1er juillet 1998 relative aux bases de données.

Les œuvres reproduites sur le site PERSEE sont protégées par les dispositions générales du Code de la propriété intellectuelle.

Droits et devoirs des utilisateurs

Pour un usage strictement privé, la simple reproduction du contenu de ce site est libre.

Pour un usage scientifique ou pédagogique, des fins de recherches, d'enseignement ou de communication excluant toute exploitation commerciale, la reproduction et la communication au public du contenu de ce site sont autorisées, sous réserve que celles-ci servent d'illustration, ne soient pas substantielles et ne soient pas expressément limitées (plans ou photographies). La mention Le Ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, Direction de l'enseignement supérieur, Sous-direction des bibliothèques et de la documentation sur chaque reproduction tirée du site est obligatoire ainsi que le nom de la revue et- lorsqu'ils sont indiqués - le nom de l'auteur et la référence du document reproduit.

Toute autre reproduction ou communication au public, intégrale ou substantielle du contenu de ce site, par quelque procédé que ce soit, de l'éditeur original de l'œuvre, de l'auteur et de ses ayants droit.

La reproduction et l'exploitation des photographies et des plans, y compris des fins commerciales, doivent être autorisés par l'éditeur du site, Le Ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, Direction de l'enseignement supérieur, Sous-direction des bibliothèques et de la documentation (voir <http://www.sup.adc.education.fr/bib/>). La source et les crédits devront toujours être mentionnés.

En quête de notabilité

Vivre et survivre en politique dans la Bulgarie post-communiste

Nadège RAGARU

En Bulgarie, les élites dirigeantes font figure de « denrées » hautement périssables. Durer en politique y relève en effet de la gageure : entre 1990 et 1997, le pays a épuisé pas moins de onze cabinets, ordonné trois élections législatives anticipées et vu le pouvoir établi contesté par la rue en trois occasions (1990, 1993, 1997). Les hommes politiques sont perçus comme tous pareillement occupés à accaparer les ressources publiques et les électeurs bulgares décrits par les politologues locaux comme apathiques et désabusés¹. Face à une société « désinvestie » par rapport au politique, comment les entrepreneurs politiques légitiment-ils leur prétention à exercer le pouvoir ? Quelle place la revendication d'une appartenance notabiliaire joue-t-elle dans cette entreprise ? Plus fondamentalement quelles sont les stratégies discursives et les pratiques qui assoient les aspirations à briguer des mandats électifs ?

En tout système politique institué, légitimer la prétention à détenir des positions de pouvoir constitue l'un des défis majeurs auxquels le personnel politique est confronté². Ce défi revêt cependant une acuité particulière dans

1. Cf. Vladimirov (Ž.), Kacarsi (I.), Todorov (T.), Badžakov (M.), *Bălgarija v krăgovete na anomijata* [La Bulgarie dans les cercles de l'anomie], Sofia, Sofijski Novini, 1998.

2. J. Lagroye a démontré à quel point la légitimation, entendue comme « un ensemble de processus qui rendent l'existence d'un pouvoir coercitif spécialisé tolérable sinon désirable,

les sociétés post-communistes. Au lendemain de la chute du communisme à l'Est en 1989, plusieurs observateurs avaient attiré l'attention sur les risques de délégitimation rapide des élites réformatrices en l'absence de routines institutionnelles ou d'un attachement en valeurs aux démocraties émergentes³. Évalués sur la base de leurs performances immédiates, les dirigeants risquaient d'échouer à accompagner une « triple transition » affectant simultanément la définition des contours de la communauté politique, la nature du régime et les modalités de répartition des ressources et du pouvoir⁴. Si les trajectoires des États d'Europe centrale et orientale ont depuis lors dissipé ces inquiétudes, la question de la légitimation des élites et des formes prises par les relations entre gouvernants et gouvernés n'en reste pas moins au cœur des réflexions sur la « fabrique du politique » dans le monde post-communiste.

Car, depuis 1989, tous les paramètres de la relation politique ont changé suite à l'introduction d'une compétition politique souvent inédite et à la transformation du champ d'intervention de la puissance publique. L'établissement de régimes se réclamant de la démocratie représentative a érigé les consultations électorales en moment pivot de la vie politique. La parole s'est infléchie sous le poids des nouveaux référents obligés (la démocratie, la tolérance, la légalité, etc.) ; les modes d'énonciation de soi en politique ont été transformés. Dans ces circonstances, ce sont certaines facettes des stratégies notabiliaires des élites – entendues comme des modes de constitution de l'éligibilité, d'entretien de la légitimité et d'exercice du pouvoir – que l'on voudrait explorer. L'étude ne porte ainsi pas tant sur les notables compris comme un groupe social distinct – lequel paraît extrêmement délicat à cerner dans le contexte bulgare – que sur les façons de faire en politique (ce qui explique que nous traiterons ici des seuls élus). Adopter une telle démarche présente en outre l'avantage de déplacer les questionnements sur le changement politique : le problème n'est plus de savoir si les nouvelles institutions ont bien été établies, si les élections ont été routinisées, mais comment se vit la relation politique en acte.

Dans ce cadre, les deux hypothèses que l'on essaiera de développer sont les suivantes : la première concerne le déchiffrement des interactions entre échanges clientélistes et notabilité. En Bulgarie, contrairement aux attentes des observateurs des débuts de la décennie 1990, la chute du communisme n'a pas entraîné le retour sur le devant de la scène politique des anciennes

c'est-à-dire qui le fassent concevoir comme une nécessité sociale, voire comme un bienfait » était constitutive de toute relation de pouvoir (Lagroye (J.), « La légitimation », in Grawitz (M.), Leca (J.), dir., *Traité de science politique*, Paris, PUF, 1985, tome 1, p. 402).

3. Cf. Schöpflin (G.), *Politics in Eastern Europe*, Londres, Blackwell, 1993 (particulièrement le chapitre 9) et Siklová (J.), « Backlash », *Social Research*, 60(4), 1993.

4. Cf. Offe (C.), « Capitalism by Democratic Design? Democratic Theory Facing the Triple Transition in East Central Europe », *Social Research*, 58(4), 1991.

grandes familles de la période précommuniste. Cela ne signifie pas pour autant que l'usage d'une parole notabiliaire, instrumentalisant les références à un prestige familial *ante* communiste ou à une inscription dans l'histoire longue de la localité, n'aide pas à accréditer la prétention à gouverner. Mais la crédibilisation des dirigeants repose très largement sur leur capacité à échanger des faveurs, réorganisant les pratiques d'accaparement et de redistribution des ressources publiques observées pendant la période communiste. L'originalité du jeu politique bulgare après 1989 réside cependant dans le fait que l'existence de pratiques clientélaires n'a pas nécessairement débouché sur la constitution de groupes notabiliaires disposant de clientèles stables. Autrement dit, les notions de « notables » et de « notabilisation » apparaissent extrêmement labiles. La raison en est simple : pour les élus locaux, le contrôle de ressources pouvant faire l'objet d'une redistribution particularisée reste dépendant de la détention de mandats électifs, alimentant une concurrence extrêmement vive, au sein des organisations politiques, en vue d'obtenir l'investiture lors des consultations électorales. Or un échec induit souvent non seulement une marginalisation du candidat malheureux, mais aussi souvent son exclusion pure et simple du parti.

Ce qui nous conduit à la seconde hypothèse – relative, elle, à la compréhension du mode de structuration du système partisan et, notamment, de la permanence des dynamiques de fusions et scissions au sein des formations politiques. Nombre d'analystes pensaient, au début des années 1990, que les changements d'étiquette politique étaient voués à disparaître au fur et à mesure que les organisations partisans et les clivages politiques se consolideraient. Au lieu de cela, en Bulgarie, se sont progressivement instaurés des rapports originaux entre aspirants à une carrière politique et entreprises partisans : à l'image des « électeurs mobiles », sont apparus des « hommes politiques mobiles » qui, pour gérer l'adversité (la double infidélité possible des électeurs et des instances dirigeantes des partis), flexibilisent appartenances partisans et alignements idéologiques. Incertaine, la carrière ne passe pas nécessairement par une promotion au sein de formations dont les contours organisationnels et le personnel seraient pérennes, mais se construit dans une succession de déplacements d'un « hébergement partisan temporaire » vers un autre, souvent nouvellement créé. Les réseaux constitués pendant l'un de ces séjours fournissent une clientèle électorale et des appuis économiques mis à contribution au moment du transfert. Un tel mode opératoire ne saurait être analysé en termes de crise du politique ou d'« immaturité » démocratique, mais plutôt comme une réponse à une situation dans laquelle les ressources sont rares, l'incertitude forte et les loyautés fluides.

Plovdiv ou le retour manqué des anciens notables après 1989

Plovdiv, « première seconde ville⁵ » : la revendication d'une destinée particulière

Plusieurs raisons expliquent le choix de la ville de Plovdiv (340 000 habitants), chef-lieu de l'une des 28 régions (*oblast*) que compte la Bulgarie depuis la réforme administrative de 1999, comme site d'observation des stratégies notabilliaires des élites politiques⁶. Premièrement, Plovdiv fait partie des rares communes qui ont constamment voté à droite depuis 1989. Elle est très largement décrite comme un fief « bleu⁷ » – une situation confirmée par la récente victoire, lors des élections municipales du 26 octobre 2003, du maire sortant, Ivan Čomakov. Cette continuité donnerait à penser que nous sommes en présence d'une situation de consolidation partisane banale avec professionnalisation du personnel local. En pratique, on le verra, y compris dans cette cité bleue, les dynamiques politiques sont plus complexes. En second lieu, le choix de Plovdiv s'impose au regard de l'histoire d'une ville qui fut l'un des piliers de la Renaissance nationale bulgare, laquelle a vu l'émergence, aux XVIII^e et XIX^e siècles, d'élites porteuses d'un projet stato-national.

Grâce à sa localisation au carrefour de routes reliant les terres européennes de l'Empire ottoman à l'Europe occidentale, Plovdiv connaît en effet un rapide développement commercial à partir du XVIII^e siècle. Ce dynamisme donne naissance à une petite bourgeoisie marchande grecque d'abord, puis bulgare, avec l'installation d'artisans et de commerçants originaires des montagnes avoisinantes. Certains de ses représentants soutiennent financièrement la construction d'écoles, la lutte en faveur d'une Eglise autocéphale et d'un Etat indépendant⁸. Pressentie pour devenir la capitale du nouvel Etat en 1878, Plovdiv doit cependant se contenter d'un sort plus modeste : le Congrès de Berlin (1^{er} juillet 1878) a décidé de diviser la Bulgarie en deux, avec, au nord, une principauté indépendante et, au sud, une province vassale de l'Empire ottoman, la Roumélie orientale. En principauté, c'est le bourg de Sofia, proche de la frontière ouest avec la Serbie, qui est choisi pour capitale. Plovdiv devient le centre de la Roumélie

5. La notion est empruntée à Bayou (C.), « La place de Saint-Pétersbourg dans la nouvelle Russie », Thèse de doctorat, INALCO, sous la direction de G. Sokoloff, 2003.

6. La réforme du découpage administratif de 1999 a introduit 28 régions (*oblast*) reprenant, pour l'essentiel, le découpage d'avant 1987. A cette date, les 28 départements (*okrăg*) avaient été regroupés en 9 régions (*oblast*) (cf. Boulineau (E.), « Maillages administratifs et gestion du territoire en Bulgarie, une lecture géographique », Thèse de doctorat de l'Université Paris 1, sous la direction de V. Rey, 2003).

7. En Bulgarie, les partis politiques sont souvent appelés par leur couleur : rouge pour le Parti socialiste bulgare (PSB, ex-communiste) et bleu pour l'Union des forces démocratiques (UFD).

8. Sur le rôle de Plovdiv dans la Renaissance nationale bulgare cf. Genčev, (N.), *Vъzroždenskijat Plovdiv. Prinos v Bălgarskoto duhovno vъzraždane* [Le Plovdiv de la Renaissance. Contribution à la Renaissance spirituelle bulgare], Plovdiv, Izdatelstvo Hristo Danov, 1981.

orientale. Reléguée au rang de « première seconde ville » par l'unification de la province autonome et de la Principauté en 1885, Plovdiv voit son influence politique décroître au fur et à mesure que ses élites politiques, administratives et intellectuelles partent tour à tour chercher une réalisation professionnelle et sociale à Sofia⁹. Jusqu'à la Première Guerre mondiale, la cité des collines (*tepe*) fournit de fait à la Bulgarie une partie significative de ses dirigeants – à l'instar des Gešovi, des Čalčkovi, des Čomakovi et des Karavelovi, issus de familles de commerçants fortunées¹⁰. L'emprise politique de ces quelques lignées de notables est confortée par le déploiement de stratégies matrimoniales.

Les bouleversements sociaux et politiques consécutifs aux guerres balkaniques (1912-1913) et au premier conflit mondial¹¹ (1914-1918), le durcissement autoritaire du régime politique après l'assassinat du leader agrarien, Aleksandăr Stambolijski, le 9 juin 1923, modifient partiellement ce schéma. Dépendantes du roi Boris III, les élites partisans sont disqualifiées. Entre-temps, Plovdiv tente, comme d'autres cités bulgares et avec un succès modéré, de prendre le chemin de l'industrialisation¹². En septembre 1944, une trentaine de fabriques de tabac y sont recensées (le secteur est florissant en raison de l'importance des cultures de tabac dans la montagne proche des Rhodopes). Les notables sont des banquiers, des commerçants et quelques industriels. Ils côtoient une petite bourgeoisie d'architectes et de médecins, se distinguent par leurs activités caritatives et contribuent à la vitalité de la ville. Leur envergure est cependant plus locale que nationale.

L'avènement du communisme, au lendemain du coup d'Etat du 9 septembre 1944, inaugure une période de transformation radicale du paysage social, économique et politique. Erigés en « ennemis du peuple » (*vrag na naroda*), les notables de Plovdiv ont le choix entre l'émigration et le déploiement de stratégies de survie en Bulgarie même. Une frange d'entre eux opte pour la première option, à l'instar de certains descendants des Gešovi, Panica et

9. Cf. Kolev (V.), « Alternativata "Iztočna Rumelija" » [L'alternative « Roumélie orientale »], in *Ličnostta v istoričeskoto razvitie. Alternativata v istorijata* [La personnalité dans le développement historique. L'alternative dans l'histoire], Sofia, Universitetsko Izdatelstvo « Sveti Kliment Ohridski », 1995.

10. Au sortir de l'Empire ottoman, en 1878, la structure sociale se caractérise par l'absence d'aristocratie (disparue après l'installation du pouvoir ottoman à la fin du XIV^e siècle) et de grands propriétaires terriens. L'Etat joue dès lors un rôle pivot dans la production d'élites politiques et administratives largement dépendantes du pouvoir pour assurer leur reproduction sociale. Face à elles, se dresse jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale une société relativement homogène, principalement composée d'exploitants agricoles aux terres fragmentées et sous-capitalisées.

11. Pendant la première guerre mondiale, la Bulgarie a enregistré 105 000 morts. La fin du conflit a jeté le discrédit sur les élites dirigeantes et entraîné le retrait de la majorité des figures ayant dominé la vie politique depuis les années 1890.

12. Cf. Dočev (D.), *Pokušenie sreštu demokracijata. Plovdiv meždū dvete vojni, 1918-1931* [Attentat contre la démocratie. Plovdiv entre les deux guerres, 1918-1931], Plovdiv, Vesta M, 1994.

Stoilovi. D'autres lignées subissent la répression, très dure, qui s'abat dès l'installation du pouvoir communiste¹³ : leurs biens sont confisqués et/ou nationalisés, certains de leurs membres condamnés à des peines plus ou moins longues d'internement en camp ou de bannissement¹⁴. Des partisans communistes leur succèdent au cœur de la vieille ville grâce à une politique d'attribution des logements très « idéologisée ». La répression contre les confessions touche tout particulièrement les représentants de l'importante minorité catholique de Plovdiv¹⁵. Dans la seconde moitié des années 1950, avec la consolidation du pouvoir de Todor Živkov, secrétaire général du Parti communiste depuis février 1954 et la déstalinisation en URSS (1956), le régime communiste bulgare s'assouplit ; mais l'enseignement supérieur reste régi par des critères politiques, tout comme l'accès aux postes de responsabilité dans l'économie et l'Etat. S'appuyant sur les solidarités familiales élargies ou misant sur les besoins en personnel qualifié des entreprises récemment nationalisées, une fraction des familles déchues parvient cependant à se forger une place dans le système socialiste émergent¹⁶.

En parallèle, les années 1940-1950 voient la promotion rapide de nouvelles élites politiques, administratives et économiques¹⁷ souvent issues de couches rurales et à qui les écoles du Parti, créées dans l'urgence, tentent de donner un vernis de formation. A Plovdiv, les autorités communistes peuvent, dans une certaine mesure, s'appuyer sur la base sociale des ouvriers de l'industrie naissante (textile, couture, chaussures, travail du bois, tabac et imprimerie) de l'entre-deux-guerres¹⁸. Surtout, pendant la seconde

13. Les estimations des victimes de la répression communiste varient entre quelques milliers et 30 000. Au mois d'avril 1945, sur 11 122 personnes jugées par les tribunaux populaires, 2 730 sont condamnées à mort, 1 305 à la prison à vie, 5 119 à des peines d'emprisonnement allant jusqu'à 20 ans et 1 516 sont acquittées (cf. Bell (J.), *The Bulgarian Communist Party from Blagoev to Zhivkov*, Stanford, Hoover Institution Press & Stanford University, 1986, p. 83-86).

14. Entre 1948 et septembre 1953, environ 6 626 familles ont été déplacées (Stojanova (P.) et Iliev (E.), *Političeski opasni lica* [Des figures politiques dangereuses], Sofia, n.d., 1991, p. 17-23 et p. 62-66).

15. Cf. *Istorija na sofijsko-plovdivskija diosez* [Histoire du diocèse de Sofia-Plovdiv], Plovdiv, n.d., 1995.

16. Les recherches de type ethnographique font défaut, qui permettraient de suivre sur plusieurs générations ces anciennes élites et de déchiffrer les modes d'ajustement au régime communiste. Lors des entretiens, certains interlocuteurs ont raconté comment leur aïeul, patron d'une petite ou moyenne fabrique, après avoir vu sa firme nationalisée, avait été réembauché à un poste subalterne et chargé d'aider les nouveaux dirigeants communistes, souvent non diplômés, à remplir leurs fonctions. D'autres ont évoqué le soutien apporté par des membres ralliés au régime et la manière dont les solidarités lignagères ont limité les effets de la répression.

17. Cf. Baeva (I.), « Smjana na elita i kadrite v Bălgarija i Iztočna Evropa, 1944-1948 » [Le changement de l'élite et des cadres en Bulgarie et en Europe de l'Est, 1944-1948], in *Lica na vremeto* [Figures du temps présent], Sofia, tome 1, 1996, p. 78-85.

18. Cf. Anev (P.) et al., *Istorija na profsăjuzното dviženie v Plovdivski okrăg* [Histoire du mouvement syndical dans la région de Plovdiv], Sofia, Profizdat, 1976 ; Mitev (P.) et al., *Istorija na*

guerre mondiale, l'arrière-pays montagneux de la ville a favorisé le développement d'un mouvement de partisans vigoureux. Plusieurs chefs communistes de stature nationale entament ainsi leur ascension à Plovdiv, à l'instar d'Anton Jugov, ancien ouvrier dans une fabrique de tabac devenu Ministre de l'Intérieur et orchestrateur des grands procès de 1949-1950. Son neveu, Atanas Kostov, sera maire de Plovdiv entre 1959 et 1963. En termes géographiques, le recrutement des élites politiques tend cependant à se déplacer du sud vers le nord du pays, singulièrement après la tombée en disgrâce d'A. Jugov en 1962. La réorientation des échanges économiques dans le cadre du CAEM (25 janvier 1949) n'est pas indifférente à cette perte d'influence de régions coupées de leurs débouchés traditionnels en Grèce et en Turquie.

Chef-lieu de région, Plovdiv connaît néanmoins une industrialisation massive, avec la création de complexes dans le secteur métallurgique, les biens d'équipement, la chimie, l'agroalimentaire, le textile et le tabac¹⁹. C'est dès lors un centre urbain profondément transformé que la sortie du communisme donne à voir. Les vieilles familles ont disparu ou se sont fondues dans un paysage social où dominent les nouvelles classes moyennes éduquées. Certains descendants des anciennes lignées tentent bien de préserver un sens de la distinction²⁰. Mais leur rôle politique est mineur. Où se recrutent, dans ces conditions, les nouvelles élites politiques ?

Les figures du politique contemporain : recrutement politique post-communiste et concurrence partisane dans une ville bleue

A la veille de la chute du communisme, renouant avec le souvenir de la Renaissance nationale, une partie des élites de Plovdiv ambitionne de propulser la ville à l'avant-garde des transformations. Pour l'essentiel, cependant, l'histoire des mutations s'écrit depuis Sofia où s'ouvre, le 3 janvier 1990, une table ronde entre représentants du pouvoir et de l'opposition²¹. Le 17 février, Plovdiv réplique en inaugurant sa propre table, régionale celle-ci, qui adresse des propositions aux négociateurs œuvrant

Plovdivskata okražnata organizacija na BKP, 1892-1975 [Histoire de l'organisation régionale du PCB de Plovdiv, 1892-1975], Sofia, Partizdat, 1976.

19. Cf. Gradski komitet na BKP i gradski naroden savet-Plovdiv [Comité municipal du PCB et conseil populaire-Plovdiv], *Plovdiv, 25 godini na narodnata vlast* [Plovdiv, 25 ans de pouvoir populaire], Plovdiv, n.d., 1969.

20. Tel est le cas, en 1997, avec la création du cercle « Le sang bleu » (*Sinja krāv*) par Luka Stančev (arrière petit-fils de Mihalaki Gjumušgerdan (1800-1881), propriétaire d'une des premières fabriques de textile de Plovdiv et de Vălko Čalăkov (1765-1841)). Rassemblant une vingtaine de familles, l'organisation déploie des activités culturelles et caritatives.

21. Cf. Todorov (V.), « Mitingi, mitingi » [Meetings, meetings], *Otečestven glas* [La voix de la patrie], 10 mars 1990.

dans la capitale²². En matière de partis politiques, les dynamiques sont parallèles, voire concurrentes. Pendant quelques mois, l'articulation entre l'UFD-Sofia et l'UFD-Plovdiv demeure incertaine. Le 6 mars 1990, l'organisation de Plovdiv se dote d'une présidence que dirige le doyen de l'université Paisij Hilendarski, Slavjan Saparev, avec pour porte-parole, l'avocat Petăr Stojanov, futur président de la République (1996-2001)²³. Ce n'est que quelques jours plus tard qu'une délégation sofiote rend pour la première fois visite aux responsables plovdiviens.

Entre les deux cités rivales, le principal point commun réside dans l'affichage précoce de convictions anticomunistes. Toutes deux basculent du côté de l'opposition démocratique dès les premières élections municipales libres, en octobre 1991, alors même que les socialistes remportent la majorité des communes. Depuis lors, les électeurs de la « forteresse bleue » (*sinjata krepost*) votent pour l'UFD avec une régularité de métronome²⁴. En 1995 et en 1999, le candidat de l'UFD l'emporte dès le premier tour ; en 2003, le maire sortant est réélu, malgré un deuxième tour serré. Au conseil municipal, l'UFD et ses alliés arrivent constamment en première position, obtenant 50,37 % des voix et 28 sur 51 sièges en 1995, 46,79 % des voix (29 sièges) en 1999 et 29,11 % des voix (19 sièges) en 2003. Même configuration aux législatives et aux présidentielles : Plovdiv-ville (circonscription 16) arbore un bleu constamment plus vif que le reste du pays. Sur les dix députés de la circonscription, entre cinq et six sont affiliés à l'UFD et à ses partenaires de coalition. Les sentiments bleus sont particulièrement intenses dans la vieille ville, là où après 1991 une partie des maisons a été restituée aux descendants des anciens propriétaires²⁵. Le basculement en faveur du Mouvement national de Siméon II (MNS II) lors de la consultation électorale du 17 juin 2001 n'en sera que plus frappant. Comme on le verra plus loin, il s'adosse à des recompositions internes à l'UFD et au ralliement à la cause du « roi » de quelques figures-clés du mouvement bleu.

Par-delà l'UFD, la scène politique locale s'organise autour d'acteurs dont le poids et le positionnement par rapport à la force dominante fluctuent au

22. Cf. Kožuharov (I.), « Regionalna krāgla masa » [Table ronde régionale], *Otečestven glas*, 19 février 1990 ; « Prieti dokumenti » [Documents adoptés], *Otečestven glas*, 22 mars 1990.

23. Cf. « Demokracijata – naš edinstven izbor » [La démocratie, notre seul choix], *Otečestven glas*, 7 mars 1990.

24. Les électeurs élisent leur maire au scrutin majoritaire à deux tours ; ils votent à la proportionnelle (scrutin de liste) pour les conseillers municipaux. Le nombre des conseillers est proportionnel au poids démographique des villes. Dans les municipalités de plus de 160 000 habitants, il est de 51.

25. Le parlement bulgare a voté le 21 février 1992 une loi sur la restitution des biens immobiliers nationalisés, dont le champ d'application a été étendu en novembre 1997. Le 25 novembre 1997, un autre texte de loi a autorisé la restitution des forêts et terres du Fonds pour les forêts confisquées à partir de 1944.

cours de la décennie. Dans le camp anticomuniste, les deux courants les plus significatifs sont l'Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne (ORIM, nationaliste) et les agrariens. Ces derniers figurent parmi les premières entités politiques à se reconstituer à Plovdiv, principalement autour de représentants de l'ancienne génération dont certains ont fait l'expérience des camps communistes²⁶. Pour se démarquer de la formation agrarienne satellite du Parti communiste, ils prennent le nom d'UAPB-Nikola Petkov, en hommage au leader condamné à mort par le pouvoir communiste en 1947. Dans la ville comme au plan national, ils rejoignent la coalition UFD et c'est un agrarien, Dončo Mihov, qui est nommé préfet de la région de Plovdiv à titre intérimaire en 1991. Très vite, cependant, la difficulté à recruter des cadres jeunes, la défense d'une idéologie aux accents passéistes et les divisions sur l'attitude à adopter par rapport à l'UFD affaiblissent la mouvance agrarienne qui éclate entre plusieurs formations. En 1999 et en 2003, l'Union populaire (UP, une coalition rassemblant une frange des agrariens et le Parti populaire) n'a obtenu que 2 élus au conseil municipal (sur 51). Les autres regroupements se réclamant d'une pensée agrarienne de droite ont échoué à s'imposer.

L'Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne (ORIM, *Vătrešna makedonska organizacija*) suit un cheminement inverse, à tout le moins jusqu'en 2001. Se réclamant des révolutionnaires ayant lutté pour l'émancipation des terres macédoniennes restées sous contrôle ottoman après 1878, l'ORIM renaît le 5 janvier 1990 comme Union des organisationnelles culturelles et éducatives macédoniennes de Bulgarie. En mars 1999, elle fait enregistrer un parti politique sous le nom de ORIM-Mouvement national politique (*VMRO-Nacionalno političesko dviženie*). À Plovdiv, ce parti réalise des scores supérieurs de quatre à cinq points supérieurs à sa moyenne nationale (10,35 % des voix et 6 conseillers municipaux en 1999). L'histoire particulière de la ville – qui a accueilli plusieurs dizaines de milliers de réfugiés de Macédoine et de Thrace orientale après les guerres balkaniques (1912-1913) et la première guerre mondiale – n'est pas étrangère à cette réussite. La formation contemporaine n'a pourtant rien en commun avec la structure éponyme. Elle affiche un nationalisme antirom et antiturc, demande le rétablissement de la peine de mort, appelle à une lutte énergique contre les « sectes » et pourfend la corruption des élites. Mais le dynamisme et la jeunesse de ses cadres séduisent un électorat qui ne se reconnaît généralement pas dans les partis

26. Entre 1919 et 1923, la Bulgarie a connu une expérience agrarienne originale, interrompue dans le sang par l'assassinat du leader Aleksandăr Stambolijski le 9 juin 1923. Par la suite, le mouvement agrarien s'est divisé entre une tendance de gauche, tentée par une alliance avec les communistes, et un courant plus conservateur. D'abord associés, après-guerre, au Front de la patrie, les agrariens ont fait l'objet de purges après 1947. Un parti satellisé, l'UAPB, a subsisté jusqu'en 1989 (cf. Ragaru (N.), Halamska (M.), « Quels porte-parole pour le monde rural ? Les cas bulgare et polonais », *Le courrier des pays de l'Est*, 1013, mars 2001).

établis. Dans le sillage de la victoire du Mouvement national Siméon II, en juin 2001, l'ORIM de Plovdiv éclate cependant en deux fractions. Deux conseillers municipaux sont élus en 2003 sur la liste ORIM-MNP, quatre entrent par le biais d'un comité d'initiative citoyenne.

En face, le Parti socialiste bulgare – PSB, successeur du Parti communiste bulgare (PCB) – est la seconde force politique en termes de voix. Dans les milieux issus du PCB, nombreux sont ceux qui, après 1989, se sont reconvertis à l'économie privée²⁷. Le départ des anciennes figures marquantes autorise un renouvellement des générations, qui n'est pas toujours synonyme d'assouplissement idéologique. La trajectoire de l'économiste Žan Videnov, un natif de Plovdiv qui prend la direction du PSB en 1991 à l'âge de 33 ans, illustre parfaitement cette dynamique. Entre janvier 1995 et décembre 1996, il dirige un gouvernement divisé entre nostalgiques et partisans des réformes, menant le pays à une crise économique et sociale sans précédent. A Plovdiv même, les structures locales et régionales passent entre les mains de la génération des 40-45 ans. Sous le leadership de Petko Carev²⁸, chef du conseil régional du parti de 1992 à 1994, comme sous celui de Plamen Červenjakov, leader du PSB-Plovdiv pendant deux mandats consécutifs et membre du haut conseil du PSB jusqu'à ce jour, le parti apparaît plutôt réservé quant au projet de social-démocratisation avancé par Georgi Pärvanov, élu président du parti en décembre 1996. Certes, de rares notables rouges continuent à jouir d'un certain prestige dans la société locale, à l'instar d'Ognjan Saparev, recteur de l'université de Plovdiv et frère de Slavjan Saparev (qui fut un temps leader de l'UFD-Plovdiv), député de 1990 à 1994 et depuis 2001. Dans la ville des *tepe*, il faut cependant attendre la candidature de Zahari Georgiev, un ingénieur de 49 ans qui fut conseiller municipal entre 1991 et 2003, aux élections municipales d'octobre 2003 pour observer une modération de la rhétorique du parti. Fils d'instituteur, Z. Georgiev n'a exercé aucune fonction de leadership dans le PCB avant 1989. En 1999, il a pris la direction du groupe des conseillers municipaux socialistes, avant de tenter sa chance aux élections parlementaires de 2001 (sans succès) et d'être nommé leader du PSB-Plovdiv. En octobre 2003, la dégradation des conditions de vie de la population, les divisions internes à la droite et son approche modérée le mènent au second tour.

Jusqu'à présent, cependant, les mandats municipaux et les ressources clientélares afférentes ont été résolument à droite. C'est donc vers les milieux « anticomunistes » qu'il convient de se tourner si l'on souhaite

27. Entretien avec Ivan Rozov, ancien responsable régional du PCB, 20 août 1998.

28. Né en 1949, Petko Carev a fait carrière dans l'imprimerie locale Hristo Danov. Il est entré au conseil municipal, la structure locale du PSB, en 1990, l'a présidé jusqu'en 1991. Membre du Haut conseil (*Viš savet*) du PSB de 1991 à 1994, il a été préfet de la région de Plovdiv de février 1995 à février 1997.

examiner les logiques du recrutement politique et des stratégies notabilliaires. Un regard sur la trajectoire des quatre maires qui se sont succédé depuis 1990 fournit à cet égard une entrée stimulante. Tous ont été élus sous les couleurs de l'UFD. Deux d'entre eux présentent des profils sociaux proches – l'ingénieur Nikolaj Somlev et l'ancien responsable de la maison d'impression et d'édition *Poligrafija*, Spas Gărnevski. Dans un cas comme dans l'autre, nous sommes en présence de personnalités qui ont accédé à un statut de cadre grâce à la modernisation socialiste et profitent du changement de régime pour accélérer leur promotion sociale. Ils n'appartiennent ni à l'ancienne notabilité précommuniste, ni aux milieux privilégiés du parti unique. D'extraction modeste, N. Somlev est ingénieur de formation. Il a mené sa carrière dans la station d'épuration des eaux (*počistatelna stancija*) de Plovdiv, où il a occupé plusieurs positions avant d'en devenir directeur à la veille des changements²⁹. Nommé à la tête de la ville en 1990³⁰, il échoue à obtenir la confiance de l'UFD à l'automne 1991 et retombe pendant quelques années dans l'anonymat. En termes sociaux, le parcours de S. Gărnevski, maire de 1995 à 1999, n'est guère différent. Son grand-père, Spas, était patron de brasserie (*krăčma*) et tenait une boucherie dans le village de Markovo. Ses parents, tous deux orphelins, sont décrits par l'intéressé comme des « travailleurs » employés dans « le commerce³¹ ». S. Gărnevski débute sa vie professionnelle comme simple employé chez *Poligrafija* à Plovdiv. Après en avoir gravi un à un les échelons, il devient son directeur en 1992³². En cours de route, il a réussi à compléter des études d'économie à l'université d'économie nationale et internationale de Sofia³³.

Avec les deux autres maires de Plovdiv, Garabed Tomassian (1991-1995) et Ivan Čomakov (élu depuis 1999), nous entrons dans un registre distinct. L'un comme l'autre portent un nom connu, par filiation ou par homonymie. Mais seul le second parviendra à mettre ce nom au service d'une stratégie d'occupation de l'espace local. Issu de la minorité arménienne, Garabed Tomassian voit son élection assurée par le soutien de l'UFD en 1991. Agé de la cinquantaine au moment des changements, G. Tomassian est issu d'une famille d'industriels renommée au début du siècle. Né à Plovdiv en 1857, son arrière-grand-père, Măgardič Tomassian, avait ouvert en 1872 la toute

29. Entretien avec Nikolaj Somlev, 26 octobre 1998.

30. Les accords de la table ronde de 1990 avaient prévu que des responsables intérimaires (*vremenni upravi*) soient nommés à la tête des petites localités (*kmetsva*), des municipalités (*obštini*) et des régions (*oblasti*) jusqu'à la tenue des premières élections municipales libres (octobre 1991). C'est dans ce cadre que N. Somlev a occupé le poste de maire.

31. Cf. Gălăbov (Z.), *Licata na Plovdiv* [Les visages de Plovdiv], Plovdiv, Hristo Danov, 1997, p. 26.

32. Le retour au pouvoir du PSB lui coûtera son poste en 1995.

33. Cf. *Who's Who in Bulgarian Politics*, sur Internet à l'adresse <http://www.online.bg/asp/> (consultation le 19 décembre 2003).

première fabrique de transformation du tabac de la ville³⁴. En 1944, les biens familiaux ont été nationalisés. La restitution décidée au lendemain de la chute du communisme ne permet pas à G. Tomassian de renouer avec la fortune : les procédures sont longues et l'héritage reviendra finalement à sa mère. Le renom de son arrière-grand-père lui fournit cependant un capital social appréciable : nous sommes au début des changements et l'aspiration est grande à faire revivre le souvenir d'un pré-communisme rétrospectivement idéalisé. Pour autant, G. Tomassian ne possède pas de réseaux notabiliaires et ne parvient pas à constituer au cours de son mandat. En but à l'hostilité d'un conseil municipal pourtant à majorité UFD, il s'oriente mal dans les nouveaux milieux économiques et retourne, au terme de son mandat, vivre dans le village de sa mère.

Dans le cas du docteur Ivan Čomakov, élu en 1999 et réélu en 2003, les fils du récit notabiliaire se renouent peu à peu, donnant à voir la notabilité dans le contexte bulgare au moins autant comme le produit d'une construction discursive que d'un capital social préexistant. Né en 1953, diplômé de l'Institut médical supérieur de Plovdiv, I. Čomakov porte en effet le patronyme de l'une des grandes familles de Plovdiv de la Renaissance nationale, les Čomakovi. Originaire de Koprivštica, le docteur Stojan Čomakov (1819-1893) était devenu, après des études de médecine à Pise, Florence et Paris, le premier médecin municipal de Plovdiv en 1848³⁵. Libéral de conviction, il avait été député de l'assemblée de Roumélie orientale en 1878 et vice-président du gouvernement provisoire formé au moment de l'unification avec la Principauté en 1885. L'actuel maire, I. Čomakov, ne descend cependant pas de cette lignée. Sa famille appartient à la minorité catholique. Pendant la campagne pour les municipales d'octobre 1999, une certaine confusion s'est instaurée entre les lignages. Le candidat UFD a laissé dire : porter le nom d'une « bonne famille » ne peut nuire... Plus qu'à cette filiation fictive, c'est toutefois à la constitution de solides réseaux politiques et sociaux I. Čomakov doit son succès politique. Discours et pratiques viennent ici s'entremêler. Ce sont ces deux visages du travail de notabilisation que nous allons maintenant aborder. Ils nous amèneront à réfléchir plus avant sur la structuration du système partisan en faisant émerger une image de la vie politique locale dans laquelle les partis constituent une ressource à la fois nécessaire et malléable. Pour celui qui est parvenu à se constituer des réseaux, les allégeances partisans peuvent changer en fonction de la structure des opportunités.

34. Cf. « Măgărdiç Tomacjan » [Măgărdiç Tomacjan], in Rajčevski (G.), *Plovdivska enciklopedija*, [Encyclopédie de Plovdiv], Plovdiv, Biblioteka, 1999, p. 149.

35. Cf. « Čomakov, doktop Stojan », [Čomakov, docteur Stojan] in Rajčevski (G.), *Plovdivska...*, op. cit., p. 164-165.

Partis et stratégies notabiliaires : la pérennisation par la flexibilisation des appartenances politiques

Présentation de soi et discours sur la notabilité dans la constitution de l'éligibilité

La première décennie post-communiste est caractérisée par une très grande fluidité de la parole politique. Des argumentaires sont tour à tour testés puis abandonnés en fonction des préférences des acteurs politiques, des conseils prodigués par des instituts de sondage de facture récente, de la famille politique et des circonscriptions. Au fur et à mesure que le clivage entre « communistes » et « anticomunistes » perd en puissance organisatrice et alors que grandit le sentiment de désillusion des électeurs par rapport aux partis, la capacité des candidats à se doter d'une légitimité attachée à leur personne gagne en importance. C'est ici qu'intervient la variable notabiliaire, à savoir la capacité à se réclamer d'une famille jouissant de la reconnaissance sociale du plus grand nombre et inscrite dans l'histoire de la commune. La question de la légitimation politique ne se présente cependant pas dans les mêmes termes pour tous les partis : les formations politiques nouvellement venues sur la scène partisane doivent, à l'instar de l'UFD, « prendre racine » dans l'histoire sociale locale. Tout registre sémantique en mesure de faire revivre le temps long et de mettre entre parenthèse la période communiste est le bienvenu. Pour les représentants de l'ancien Parti communiste bulgare reconverti, le défi est inverse : il convient de gérer un héritage, tout en sachant prendre ses distances par rapport à lui.

Plus généralement, le vocabulaire politique de l'après-1989 accorde peu de place à la notion de « notable » (*notabili*, terme importé). Les mots utilisés pour décrire les grandes familles du XIX^e siècle – *zamožni* (fortunées, aisées), *vidni* (éminentes), *pārvenci* (parmi les premières, remarquables) – ne se rencontrent plus guère dans le parler politique ordinaire. Néanmoins, à Plovdiv, on évoque encore volontiers les « grandes » familles (*golemi rodove*) ou les « familles de notoriété » (*izvestna familja*). Si les brillantes lignées bourgeoises ont disparu, le langage de la notabilité constitue ainsi une ressource pour qui sait le manier habilement. On a déjà évoqué le cas d'I. Čomakov. Celui des frères Hadžipetrovi est encore plus éloquent. Tous deux sont entrés en politique aux côtés de l'UFD en 1995. L'aîné est ingénieur et a été pendant quatre ans maire de l'arrondissement « Centre » (*Centralen*, la vieille ville), au cœur de Plovdiv. Le second est dentiste et possède une jolie clientèle privée dans un cabinet situé à quelques centaines de mètres de la mairie. Elu conseiller municipal en novembre 1995, il est secrétaire du conseil municipal jusqu'en 1999, une position stratégique où il côtoie les figures politiques qui comptent sur le territoire politique local. Conjointement, il s'élève au sein de l'appareil de l'UFD-Plovdiv, devenant vice-président de son conseil local (*obšinski sāvet*). Il veille aussi à se doter de

relais dans le monde économique en intégrant le conseil d'administration de l'Agence municipale pour la privatisation.

C'est précisément à cette époque, en 1995, qu'il décide de faire rééditer, partiellement à ses frais, une brochure de 1905, rédigée en l'honneur de son arrière-grand-père, Hadži Gjoka Pavlov (1836-1905), qui venait de faire don, par testament, d'un imposant bâtiment en centre ville à une maison pour les pauvres et orphelins. Né à Sopot et entré en apprentissage chez un maître tisseur à l'âge de huit ans³⁶, H. Gjoka Pavlov n'appartenait certes pas aux grandes familles de Plovdiv. Mais il était parvenu à s'élever dans la société par le commerce des chevaux. Dans la société locale de Plovdiv, entre les deux guerres, aucun de ses neuf enfants ne s'était distingué par un investissement dans la vie politique locale ou au service de la communauté³⁷. Mais à l'heure de la nationalisation communiste, la famille possédait encore une fabrique et plusieurs maisons en centre ville³⁸. Au moment de la nouvelle parution du texte apologétique de 1905, ces fluctuations de fortune sont éludées : il s'agit avant tout de réinventer une continuité familiale avec la période de la gloire ancienne de Plovdiv, celle de la Renaissance. Le seul fait de pouvoir tracer son arbre généalogique sur plus de trois générations impose le respect.

La configuration de l'après-1989 pose cependant des conditions à l'usage des référents notabiliaires. L'histoire longue de la Bulgarie et les décennies communistes ont légué des imaginaires égalitaires renforcés par l'accentuation des disparités sociales lors du passage à une économie de marché. Figurer parmi les *restituti* (ceux qui ont bénéficié du retour des biens nationalisés par le pouvoir communiste) constitue une arme à double tranchant. En 1991-1992, l'UFD avait vu dans la restitution un moyen pour se doter d'une base sociale et faire contrepoids aux capitaux de la bourgeoisie rouge. Lente, conflictuelle, la procédure n'a pas eu les effets politiques attendus ; mais elle a réveillé d'anciennes rivalités tout en fournissant un vocabulaire dans lequel dénoncer une partie des « gagnants » de la transition (l'autre groupe étant celui des nouveaux riches, *novibogataši*). Les frères Hadžipetrovi sont du reste volontiers accusés, par leurs adversaires politiques (toutes couleurs confondues) et dans la presse, de recruter leurs soutiens politiques dans les milieux de *restituti* du centre ville.

Une autre variable contraint les usages des références notabiliaires : la prégnance dans les imaginaires sociaux d'une distinction, voire d'une antinomie, entre respectabilité et engagement politique. A Plovdiv, c'est par

36. Cf. Baručijski (S.), *Hadži Gjoka Pavlov* [Hadži Gjoka Pavlov], Plovdiv, Veda Slovena, 1995, p. 12.

37. On notera que ni Hadži Gjoka Pavlov, ni aucun de ses enfants ne sont mentionnés dans l'encyclopédie de G. Rajčevski.

38. Entretien avec G. Hadžipetrov, Plovdiv, 27 octobre 1998.

une variable intermédiaire que le lien est entre les deux notions est établi : le diplôme ou le métier. Le directeur de l'institut de sondages Scala, Cvetozar Tomov, chargé de réaliser une étude sur les chances du candidat « rouge » à Plovdiv en 2003, résume la configuration locale en ces termes : « La situation varie énormément d'une ville à l'autre. A Plovdiv, pour que tu sois élu, il est important, pour que tu aies des liens sur place, d'être perçu comme un candidat qui a une histoire dans cette ville, d'avoir vraiment tes racines ici (*koreniak*). Ensuite, il faut que tu prouves que tu as une profession valorisée et un diplôme. A Plovdiv, si tu n'es pas *više* [titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur], tu n'as aucune chance de pouvoir prétendre être candidat. Dans d'autres villes, à Varna par exemple, ce ne serait pas impensable³⁹. »

Le *curriculum vitae* officiel d'I. Čomakov pour la campagne d'octobre 2003 réalise à merveille la synthèse : le candidat est présenté comme « le descendant d'une famille de médecins » (*potomāk na lekarska familija*). Filiation et profession sont ici réunies. En 1999 déjà, I. Čomakov n'avait manqué aucune opportunité de rappeler son cursus universitaire et professionnel. Car l'homme qui s'est réalisé dans son métier n'a pas besoin de chercher dans la politique un tremplin social. Usant de la même stratégie, le dentiste G. Hadžipetrov a toujours souligné son attachement à sa profession. Indirectement, l'un comme l'autre venaient se mouler dans l'idée de l'homme indépendant en politique car financièrement indépendant. La référence notabiliaire est ici cependant filtrée par une évocation de la profession qui souligne le caractère méritocratique de la réussite⁴⁰. Pour convaincre, encore faut-il que la parole notabiliaire soit étayée par des pratiques politiques qui l'accréditent, pratiques de dons et d'échanges, de sollicitude et de redistribution.

Les limites de la régulation clientélaire : des ressources rares pour une concurrence intra-partisane aiguës

Tout élu désireux de pérenniser sa domination politique se doit de mailler son territoire de réseaux grâce auxquels il parviendra à se poser en intercesseur indispensable à ses clients. Pendant la période communiste, les faveurs (*uslugi*) et relations (*vrāzki*) avaient joué un rôle déterminant dans la régulation de l'économie de pénurie et la légitimation du pouvoir du parti

39. Entretien avec Cvetozar Tomov, Sofia, 8 octobre 2003.

40. Cet étonnant mélange entre repères notabiliaires et méritocratiques est sans doute ce qui a fait défaut à S. Gārnevski. Comme le soulignait un journaliste de Plovdiv : « Spas, il n'était rien avant d'entrer en politique. Il n'était personne, un employé obscur à *Poligrafija*, tout ce qu'il a eu, c'est par la politique. Et il est redevenu un personne après » (Entretien avec D., 38 ans, Plovdiv, 26 juillet 2000).

unique⁴¹. L'existence de ressources limitées, accessibles à partir d'un nombre circonscrit de canaux, dans un système hypercentralisé où la décision, n'obéissant pas à des lois écrites impersonnelles, stables et publiques, revêtait un caractère aléatoire, avaient engendré l'émergence de ces stratégies particulières de gestion de l'incertitude. Les échanges de services reposaient sur un contournement de la règle qu'une application personnalisée faisait basculer dans le registre du privilège. Dans les deux cas (politique et économie), on avait affaire à des marchés étouffés par l'absence de libre concurrence et de choix, provoquant une situation de déficit couplée avec une lutte accrue pour l'accaparement privatif des ressources disponibles.

Après 1989, il aurait été possible d'anticiper la disparition des pratiques d'*uslugi* par érosion de leur fondement – soit, du déficit, de l'incertitude et de l'extrême centralisation des processus décisionnels. Dans les faits, plusieurs transformations concomitantes ont toutefois assuré la persistance de solidarités privées en politique tout en imposant une redéfinition des réseaux pertinents. La régulation par les services s'est tout d'abord nourrie de la prolifération des règles et procédures inédites. On ne compte ainsi plus les amendements aux principaux textes juridiques, chaque nouvelle assemblée entreprenant de « rectifier » la législation existante en fonction de ses préférences politiques et, depuis 1997, des exigences de la préparation à l'intégration européenne. La mobilisation de réseaux sociaux contribue à faciliter une orientation dans le nouveau labyrinthe des règles ou une influence sur ses diverses reformulations. Le déplacement des lieux de décision, consécutifs notamment à la réorganisation du pouvoir central (renforcement de l'importance du Parlement par rapport à la période communiste, création de tout un ensemble d'agences et d'institutions de contrôle ou de régulation, etc.) et à la réforme du découpage territorial de 1999 ont parallèlement accru l'opacité institutionnelle, encourageant citoyens ordinaires et milieux entrepreneuriaux à rechercher dans la mobilisation de relations politiques un accès simplifié à l'information, aux centres décisionnels comme aux ressources publiques. La recherche de protections politiques est encore avivée par l'imparfaite mise en œuvre des nouvelles règles juridiques et la sanction aléatoire des infractions dans un contexte de refonte inachevée de l'appareil judiciaire et des forces de police.

Les processus de démocratisation ont par ailleurs induit plus un redéploiement de la puissance publique qu'un retrait de cette dernière. La gestion même du processus de privatisation, qui supposait le transfert en un laps de temps assez limité de la propriété publique à des acteurs privés, a constitué un moment privilégié pour la mobilisation de réseaux facilitant la

41. Cf. Ragaru (N.), « "Rendre service". Politique et solidarités privées en Bulgarie post-communiste », *CEMOTI*, 31, 2001.

formulation des appels d'offre, l'évaluation des biens à céder ou encore la sélection des candidats. L'achèvement du transfert au privé des actifs publics n'a pas pour autant épuisé le rôle des détenteurs d'office publics dans l'attribution discrétionnaire de ressources. La collecte de l'impôt, l'obtention d'une licence ou de concessions, l'attribution des marchés publics et encore l'octroi de financements publics et/ou européens constituent autant d'instances dans lesquels l'entretien des relations clientélares constitue un atout décisif.

Enfin, la très forte dégradation des conditions de vie induite, pour une large majorité de la société, par le passage au marché, la privatisation du système de santé et les obligations de limitation de déficits publics dans le contexte d'une politique de stabilisation macro-économique sous supervision du FMI, créent une situation dans laquelle la demande sociale a explosé, alors que les ressources publiques à la disposition des ministères et des mairies se sont contractées. Après 1989, le chômage (masqué dans le système d'économie dirigée) a augmenté de manière dramatique pour atteindre, en mai 2003, 17 %. Deux tiers des chômeurs sont à la recherche d'un emploi depuis plus d'un an et seuls 20 % d'entre eux touchent des indemnités. Le retour à l'emploi prend souvent la forme d'un travail précaire, faiblement rémunéré et partiellement déclaré.

Dans ces conditions, s'est mis en place un système de faveurs à deux niveaux, local et avec le centre. A l'échelon de la municipalité, les électeurs sollicitent leurs responsables politiques afin de obtenir des permis de construire, des logements municipaux ou des aides sociales. Parvenir à contrôler des niches d'emplois représente un support de patronage majeur. Dans les milieux d'affaires, la médiation politique personnalisée porte plutôt sur l'acquisition à bas prix des terrains municipaux, l'amélioration des infrastructures locales sur les sites industriels (prolongation des systèmes de canalisation et d'électricité, collecte des déchets, etc.), les commandes publiques et l'obtention de financements publics et/ou européens. Afin de maximiser leur chance de constituer une clientèle, les élus locaux déploient alors des stratégies de « multipositionnalité » mêlant l'obtention de mandats électifs, l'entretien de bonnes relations avec les lieux d'influence locaux (les structures régionales et locales du ministère de l'Intérieur, le Parquet, les syndicats)⁴² et l'accaparement de sièges au conseil d'administration des grandes entreprises étatiques ou municipales et à l'Agence municipale pour la privatisation. Le président du conseil municipal, Krasimir Obretenov (UFD, 1995-1999) et le conseiller municipal, Tomas Madžarov (UFD) furent ainsi quelque temps, et avec de confortables émoluments, membres du conseil d'administration de la Foire internationale de Plovdiv (*Meždunaroden panair AD*), l'une des principales sources de revenus et de rayonnement

42. Cf. Lagroye (J.), *Politique et société*, Jacques Chaban-Delmas à Bordeaux, Paris, Pédone, 1973.

commercial de la ville, ainsi qu'un pourvoyeur d'emplois non négligeable. Jusque fin 1999, la direction de la foire a été assurée par un autre conseiller municipal UFD, Aleksandăr Djakov.

Ce travail d'occupation du terrain local doit cependant être conforté par la constitution de réseaux dans la capitale, Sofia. L'organisation administrative de la Bulgarie repose en effet sur un principe fortement centralisé, où les communautés territoriales constituent le seul échelon élu. Au niveau des régions, des préfets sont nommés par le conseil des ministres, qui ne disposent pas de budgets propres, mais d'une administration progressivement renforcée depuis quatre ans dans un contexte de réorganisation du dispositif territorial impulsé par la préparation de l'adhésion de la Bulgarie à l'Union européenne⁴³. Les municipalités dépendent très largement, pour leur financement, des moyens alloués sur une base annuelle par le pouvoir central⁴⁴. En pratique, les versements arrivent souvent avec retard, quand ils ne sont pas gelés⁴⁵. Et rares sont les centres urbains, hormis Sofia, qui ont tenté à ce jour une percée sur les marchés de capitaux. Dans ces conditions, la négociation du budget municipal lors du vote de la loi de finances chaque année, l'obtention des revenus complémentaires dans le cadre des « moyens budgétaires exceptionnels » (*izvānredni bjudžetni sredstva*) ou les aides sur projet (*celeva subsidija*) – tout deux attribués sur décision du pouvoir exécutif – ou le soutien d'un ministère lors de la cession d'une firme étatique située sur le territoire de la municipalité constituent des enjeux majeurs. Dans le contexte bulgare, chacune de ces négociations entre centre et périphérie repose sur une médiation prioritairement partisane. Le travail de va-et-vient des députés entre Plovdiv et la capitale joue un rôle de premier plan tout comme l'aptitude de l'élus local à se doter de relais au sein de la direction de son parti, *a fortiori* lorsque celui-ci détient la majorité au parlement⁴⁶. C'est ainsi

43. En Bulgarie, le préfet (*oblasten upravitel*) est chargé de « mener la politique de l'Etat dans la région, de coordonner le travail des organes du pouvoir exécutif et de leurs organes sur le territoire de la région et leur coopération avec le pouvoir local » (article 7, alinéa 1, du *Ustrojstvenija pravilnik na oblastnite administracii* – Règlement organisationnel des administrations régionales).

44. Les communes disposent de ressources propres modestes, l'essentiel des prélèvements fiscaux étant reversé au Trésor public. En Bulgarie, la fiscalité locale se décompose en impôts locaux (*mestni danāci* – impôt foncier, impôt sur les héritages et les dons, vignette automobile, impôt sur les routes) et taxes locales (*mestni taksi* – taxes sur les ordures ménagères et les services ou biens municipaux).

45. Entretien avec le maire, Ivan Čomakov, Plovdiv, 7 août 2000.

46. D'ici 2007, date prévue de l'adhésion de la Bulgarie à l'Union européenne, il est possible que l'afflux de fonds de pré-adhésion, pour partie distribués au niveau des régions, contribue à infléchir les rapports entre centre et périphérie et à conférer une plus grande marge de manœuvre aux régions et aux municipalités. Pour le moment, toutefois, la mise en place d'institutions centralisées près le ministère des Finances, cherchées de superviser l'octroi et l'usage des financements ISPA et SAPARD – deux outils créés en 1999 – suggère la capacité des

grâce à ses relations avec la centrale de l'UFD et, notamment, Muravej Radev, alors ministre des Finances, que le maire bleu, Spas Gărnveski (1995-1999), était parvenu à obtenir le financement par le budget central de l'échangeur (« Rodopi ») destiné à désengorger la circulation en centre-ville. Entamé à la fin des années 1980, le projet a été inscrit au programme du ministère du Développement régional en 1997 et finalement inauguré le 6 septembre 1999 – symboliquement, le jour de la fête de Plovdiv et à deux mois des élections municipales.

Les efforts de légitimation des élites locales par les échanges de faveurs dans leur territoire et au sein des structures partisans se heurtent toutefois à plusieurs limites. Premièrement, celles-ci tiennent la rareté des ressources clientélares à redistribuer en situation de contraction des budgets (sociaux notamment) et de crise de l'emploi. Comme le faisait remarquer un député MNS II, commentant les difficultés auxquelles la candidate MNS II aux municipales d'octobre 2003, Nina Radeva, risquait de se trouver confrontée dans ses efforts pour constituer une clientèle :

« Il y a autour du parti tout un ensemble de gens qui sont venus graviter car il est au pouvoir et ils savent qu'il vaut mieux s'en rapprocher et entretenir de bonnes relations. Mais ce ne sont pas nécessairement des soutiens solides. Et puis, de toute façon, le nombre d'emplois qu'on peut fournir est limité. Si tu en prends un dans l'administration ou les entreprises municipales, ce sera pour en licencier un autre. On ne peut étendre sans cesse le nombre des personnes dont on s'occupe. L'emploi, c'est une ressource limitée⁴⁷. »

En 2002, la mairie de Plovdiv employait environ 1 100 personnes à plein temps ; et le nombre des entreprises municipales est allé décroissant à la faveur des privatisations. Or, l'une des difficultés propres à la Bulgarie d'aujourd'hui réside dans le fait que les chances de défection des clients ne sont pas amorties par un sentiment d'obligation morale ou un attachement construit dans la durée. Jean-Louis Briquet a décrit de quelle manière, en Corse, l'engagement moral minimisait les risques de rupture du lien clientélaire en cas d'intercession infructueuse ou de conflits d'allégeance⁴⁸. En Bulgarie post-communiste, le caractère récent de certaines relations clientélares et le discrédit dont souffrent les partis politiques rendent l'entretien des loyautés aléatoire.

Attendu le décalage entre la gamme des demandes à satisfaire et les ressources contrôlées par les élus, on ne saurait s'étonner que règne un climat de très vive concurrence entre « patrons ». Dans ce travail, le

ministères et, partant, du parti au pouvoir, à préserver une capacité de contrôle sur la sélection des projets retenus et l'allocation de ces ressources.

47. Entretien avec X (souhaitant garder l'anonymat), Plovdiv, automne 2003.

48. Cf. Briquet (J.-L.), « La politique au village. Vote et mobilisation électorale dans la Corse rurale », in Lagroye (J.), dir. *La politisation*, Paris, Belin, 2003, p. 35-36.

« parlement local » (*mestnija parljament*, nom donné au conseil municipal) constitue une pièce centrale du dispositif local, puisque c'est en son sein qu'est voté le budget municipal et que les décisions du maire sont soumises à approbation. Les conseillers, élus à la proportionnelle et au scrutin de liste, sont réputés monnayer leur soutien à tel ou tel projet local en nature (voitures de fonction, téléphones portables, mise à disposition de chauffeur, vacances à l'étranger, etc.) ou sous forme de financement des campagnes électorales. Les débats sur les politiques publiques locales reflètent des fois davantage les rapports de force changeants entre réseaux d'amitiés que les alignements politiques. La discipline de vote n'est pas assurée et les renversements d'alliance ponctuels toujours envisageables. Le maire (habilité à assister aux réunions du conseil, mais sans droit de vote⁴⁹) est susceptible de sortir fragilisé des efforts déployés pour arbitrer entre groupes d'intérêt en concurrence.

Tel est, du point de vue du leader régional du puissant syndicat, *Pokrepa* (Soutien), Anastas Krăstev, l'une des raisons pour lesquelles Garabed Tomassian, maire entre 1991 et 1995, a échoué à se maintenir en politique :

« A l'époque, nous étions proches de lui, nous l'avons beaucoup soutenu. Mais il n'est pas parvenu à s'entendre avec le président du conseil municipal, Todor Kirov, qui était aussi, alors, leader de l'UFD ici. On lui a reproché des malversations (*dalavera*) dans la gestion de la restitution et dans l'attribution des logements en centre ville. Nous, nous avons bien travaillé. Nous avons assuré un logement et un emploi à nos militants dans les entreprises municipales. Mais ça n'a pas suffi. Il n'a pas réussi à s'entendre avec les autres⁵⁰. »

De la même façon, au terme de son mandat, Spas Gărnevski (maire de 1995 à 1999) s'est retrouvé en but à l'opposition de la majorité d'un conseil municipal, pourtant à majorité bleue. En 1995, l'UFD et ses partenaires de coalition pouvaient se prévaloir du soutien de 28 conseillers municipaux (22 UFD et 6 alliés). Au fil des années, le groupe s'est érodé, certains conseillers trahissant la discipline de vote pour faire prévaloir des loyautés envers des amis, proches ou partenaires économiques leur ayant rendu des services. Quatre conseillers issus de l'ORIM ont fait défection. Alliés au PSB dans le cadre de coalitions *ad hoc*, ils ont mis le maire en minorité à plusieurs reprises, échouant de justesse à le faire chuter à cinq mois des élections municipales d'octobre 1999⁵¹. En cause, la gestion de la propriété

49. Cf. Obšinski cǎvet-Plovdiv, *Pravilnik za organizacijata i dejnostta na obšinskija sǎvet i obšinskata administracija* [Règlement sur l'organisation et l'action du conseil municipal et de l'administration municipale], amendé en vertu de la décision n° 166 du 16-19 juin 1998, Plovdiv, 1999.

50. Entretien avec Anastas Krăstev, Plovdiv, 27 octobre 1998.

51. Début 1999, un amendement à la loi sur le pouvoir local avait donné au conseil municipal la possibilité de démettre un maire de ses fonctions à la majorité absolue. Le texte précédent

municipale, un désaccord sur la signature d'un contrat pour l'acquisition de bus Mercedes et les conditions d'octroi de concessions pour la collecte des déchets locaux.

Deuxièmement, au difficile dosage entre demandes concurrentes vient s'ajouter, pour les élus locaux de Plovdiv, une source de précarisation supplémentaire : dans la configuration longtemps monocolore de la ville, obtenir l'investiture du parti constitue toujours la principale garantie que les positions clientélaires seront préservées. Echouer à renouveler son mandat électif signifie perdre la maîtrise du *spoils system* local et, partant, voir sa clientèle se déliter. Plus le nombre d'années passées hors du pouvoir s'allonge et plus grandes sont les chances qu'un nouvel intermédiaire politique soit privilégié. Certes, certains responsables locaux, s'ils disposent des appuis nécessaires au gouvernement, peuvent aussi espérer intégrer au terme de leur mandat le conseil d'administration d'entreprises publiques stratégiques pour la ville ou la région : après quatre ans à la tête de la mairie, en 1999, Spas Gărnevski a ainsi su utiliser son pouvoir de conviction auprès du ministre des Finances, Muravej Radev, lui aussi originaire de Plovdiv, et du Premier ministre, Ivan Kostov, pour obtenir une place dans le conseil d'administration de la puissante raffinerie Lukoil-Neftohim. Licencié en juin 2000, il a rebondi deux mois plus tard en obtenant grâce à l'intercession du ministre des Transports, Antonij Slavinski, le poste de directeur exécutif de l'aéroport de Plovdiv, un observatoire stratégique en raison de l'importance des activités d'import-export de la région. Il pensait que la préservation de ces liens serait suffisante pour lui donner des chances de revenir à la direction de la municipalité. A l'automne 2003, l'ancien maire s'est présenté comme indépendant, escomptant l'appui d'une partie de ses anciens réseaux UFD et des milieux économiques qu'il avait à un moment ou un autre soutenus. Le verdict a été sans appel : au premier tour du scrutin, le 26 octobre, il n'a obtenu que 8 % des voix.

La concurrence pour l'investiture, moment fort de la vie intrapartisan, fait intervenir un tissu complexe de relations entre le centre et la périphérie, où se mêlent rivalités interpersonnelles et intérêts économiques. Un retour sur l'investiture d'Ivan Čomakov en 1999 mettra ces dynamiques en lumière. Depuis le début de la transition, la ville de Plovdiv, ce « bastion bleu » représente en effet un enjeu majeur pour l'UFD, qui la considère comme une ville test. « Tenir » Plovdiv constitue une étape obligée pour celui qui aspire à diriger le parti. Le duel pour le contrôle des structures locales et régionales a opposé les partisans d'Ivan Kostov (leader de l'UFD entre 1995 et 2001, Premier ministre de 1997 à 2001 et tête de liste de la circonscription entre 1990 et 2001) à ceux de Petăr Stojanov, l'avocat porte-parole de l'UFD-

imposait une majorité des deux tiers, mais autorisait l'organisation d'un référendum local pour statuer sur la révocation du maire (sur vote de 2/3 des conseillers).

Plovdiv devenu chef d'Etat (janvier 1997-janvier 2002). Dès son entrée en politique, en 1990, le jeune juriste avait cherché des relais à Plovdiv en la personne de son père, Stefan Stojanov, nommé préfet (*oblasten upravitel*) après la victoire de l'UFD aux législatives d'octobre 1991. Vice-ministre de la Justice, entre 1991 et 1993, Stojanov fils était souvent retenu à Sofia. En 1994, son élection au parlement dans la circonscription de Montana allait le tenir éloigné de sa ville natale pendant quatre années supplémentaires. L'élection de Petăr au sommet de l'Etat en novembre 1996 n'a que partiellement modifié cette configuration. A Plovdiv, seuls quelques responsables ont pris le parti du président, à l'instar des frères Hadžipetrovi. C'est avec plus de succès qu'Ivan Kostov, député de Plovdiv depuis 1990, a influencé les dynamiques internes à l'UFD local et régional. Pour ce faire, il s'est notamment appuyé sur l'économiste Muravej Radev, vice-président du conseil municipal de l'UFD-Plovdiv en 1992-1993, entré au parlement en 1994. Nommé au poste stratégique de ministre des Finances en mai 1997, M. Radev est devenu, à Plovdiv, le « cardinal gris » (*sivjia kardinal*) de l'UFD. Le maire, Spas Gärnevski (1995-1999), a pris le parti de ce second groupe.

Les deux « clans » de l'UFD local (celui de Gärnevski et celui des frères Hadžipetrovi) sont entrés en guerre ouverte dès l'automne 1997, pour des raisons en partie personnelles et en partie liées au financement du parti. Leur conflit a atteint leur paroxysme au printemps 1999, lors des élections primaires pour la sélection du candidat UFD à la mairie de Plovdiv. Dès le mois de janvier, S. Gärnevski avait dû renoncer à briguer un second mandat. Ses rapports exécrables avec le conseil municipal et quelques décisions controversées avaient convaincu le Conseil national exécutif de l'UFD de lui ôter son soutien. Se retrouvaient donc en lice le docteur I. Čomakov, leader régional de l'UFD (soutenu par S. Gärnevski) et Dimităr Hadžipetrov, l'ingénieur maire d'arrondissement du « Centre » (*Centralen*). La majorité des structures locales de l'UFD penchait en faveur des frères Hadžipetrovi, tout comme le conseil municipal et le président du conseil, Krasimir Obretenov, en froid avec S. Gärnevski. Pourtant, à quelques jours des primaires, D. Hadžipetrov est tombé victime d'un *kompromat* : le Parquet a fait savoir qu'il était soupçonné de malversations dans la gestion d'une dizaine de biens municipaux... I. Čomakov a remporté les primaires avec une confortable marge d'avance. Du point de vue des frères Hadžipetrovi, il ne faisait pas de doute que l'affaire avait été lancée par le clan du « cardinal gris ».

Comme souvent dans l'histoire de l'UFD, la consolidation des nouveaux rapports de force internes est passée par une mise à l'écart des concurrents défaits. Dès le 17 juillet, Gjoka Hadžipetrov a perdu son poste de vice-président de l'UFD-Plovdiv. En décembre 1999 – quelques jours avant que S. Gärnevski n'obtienne, en guise de lot de consolation pour avoir cédé sa place à la mairie, la direction du conseil municipal de l'UFD (13 décembre 1999) – les deux frères Hadžipetrovi ont été tout simplement exclus du parti.

Au conseil municipal, même délit, même sanction : la majorité des élus bleus ayant pris le parti des deux frères Hadžipetrovi, seuls deux sur 22 étaient placés sur les listes en octobre 1999⁵². Gjoka est retourné à sa clientèle, tandis que son frère connaissait une traversée du désert.

Le principal bénéficiaire de ces règlements de compte internes a sans conteste été le docteur Čomakov. Original, son parcours politique illustre certaines des conditions d'une survie en politique. Par contraste avec les frères Hadžipetrovi et avec Spas Gärnevski, I. Čomakov a construit sa carrière non pas depuis un ancrage local, mais par une pénétration très progressive du tissu local depuis le centre. Entre 1991 et 1994, le docteur était en Libye : cet éloignement lui a permis de rester à l'écart des nombreuses purges intervenues au sein de l'UFD pendant cette période. En 1994, I. Čomakov a fait son entrée en politique comme député de la seizième circonscription. A Sofia, il s'est familiarisé avec les jeux d'appareils, a entretenu des relations assez chaleureuses avec le futur maire de la capitale, Stefan Sofianski, et tissé des liens précieux pour préparer son retour à Plovdiv. Le premier rapprochement est intervenu par le biais de sa nomination à la tête des structures régionales de l'UFD, en février 1996 ; le second, avec son investiture comme candidat UFD pour les municipales d'octobre 1999. De bonnes relations avec la centrale et le groupe parlementaire, une fine connaissance du parti en région, il ne manquait plus au nouvel élu que d'établir des contacts à Plovdiv. Tirant les leçons de l'expérience de ses deux prédécesseurs, le docteur a mis un point d'honneur à éviter les affrontements directs avec les conseillers municipaux bleus et avec le président du conseil, Strašimir Dočov. Surtout, I. Čomakov est resté en dehors des conflits opposant les deux frères à S. Gärnevski. Enfin, dans ses rapports avec la direction de l'UFD, il a adopté une position de neutralité, qui a grandement facilité son investiture en octobre 2003. Après la défaite de l'UFD aux élections parlementaires de juin 2001 (remportées par l'ex-roi Siméon II), le Premier ministre sortant, Ivan Kostov, a en effet dû quitter le poste de leader des bleus⁵³. Spas Gärnevski, qui s'était trop engagé en faveur du chef du gouvernement, a perdu sa place dans les instances locales de l'UFD. Le 26 juin, il est venu rejoindre la longue liste des responsables exclus.

La configuration de Plovdiv donne ainsi à voir une situation dans laquelle le parti constitue à la fois l'instrument privilégié d'un accès à la rente politique et une structure d'accueil menaçant à chaque instant de se « délester » de ses cadres. En réponse, nombreux sont les aspirants à une carrière politique qui ont adopté des comportements opportunistes sur

52. Cf. Jemerieva (V.), « Sinjata centrala svali Hadžipetrov i Veleganov » [La centrale bleue renverse Hadžipetrov et Veleganov], *Marica*, 17 juillet 1999.

53. Ivan Kostov a en outre été exclu du Conseil exécutif national de l'UFD en mars 2002, tout comme Muravej Radev.

lesquels nous allons maintenant revenir. Le récit suggérera une approche des modes de structuration du jeu partisan dans laquelle c'est l'agglomération temporaire, fluide, de groupes s'articulant autour de réseaux clientélares qui garantit la survie en politique et impose un redéfinition régulière des contours des organisations partisans.

A parti infidèle, cadre infidèle : changement d'étiquette et fluidité partisane

Subsister en politique requiert un « hébergement partisan », si possible pérenne. Dans la plupart des cas, cependant, le taux de probabilité de connaître une ascension progressive dans l'appareil du parti est faible – attendu la fréquence des changements de directions et des remaniements internes évoquée plus haut. A défaut, deux options sont envisageables : rallier un parti déjà existant ou rejoindre une organisation nouvellement formée. Garabed Tomassian a privilégié la première option. Après la fin de son mandat en 1995, l'ancien maire a tenté un seul retour en politique, lors des élections parlementaires anticipées d'avril 1997, comme candidat sur la liste d'une petite formation de gauche, l'Alternative démocratique pour la république (*Demokratična alternativa za republika*, ADR), mais sans succès.

Nikolaj Somlev et les frères Hadžipetrovi, eux, ont retenu la seconde option. Leur chance – l'émergence totalement inattendue sur la scène politique bulgare, du Mouvement national Siméon II, une formation créée par l'ancien roi de retour d'exil en Espagne à deux mois des élections législatives du 17 juin 2001. La formation de l'ex-roi est venue bouleverser la structure des opportunités. Depuis 1997-1998, en effet, les cartes politiques semblaient distribuées en Bulgarie. A gauche, la création de l'Eurogauche (EG) par des transfuges du Parti socialiste avait laissé espérer une diversification des canaux donnant accès à la rente politique. Mais, en moins de trois ans, la plupart des élus EG ont regagné le giron du PSB. A droite, la gamme des options s'était réduite : depuis l'unification de l'UFD décidée sous l'impulsion de son leader, Ivan Kostov, en février 1997, l'accent avait été mis sur la constitution d'un noyau dur de responsables stables. S'assurer de leur loyauté imposait de rompre avec les purges récurrentes et de fournir des récompenses sous forme de postes et de privilèges divers. Rien ne laissait dès lors espérer une mise en mouvement majeure des petits agrégats de réseaux gravitant autour de l'UFD ou du PSB. L'émergence de MNS II a brisé ce schéma et entraîné une renégociation des droits d'entrée comme des rétributions accompagnant la mise à disposition de réseaux.

Pour mieux apprécier ces dynamiques, il convient de s'arrêter un instant sur la sélection du personnel politique opérée dans l'urgence par le MNS II au printemps 2001. A Plovdiv et dans sa région, le recrutement s'est effectué principalement dans trois cercles. Le premier est constitué de nouveaux venus en politique : certains aspirent à traduire en influence politique leur

réussite économique dans le privé, telle Nina Radeva, économiste et consultante pour plusieurs grandes firmes de Plovdiv. Son époux, ancien secrétaire régional des Jeunesses communistes, est directeur de la Foire internationale de Plovdiv. D'autres viennent du milieu des ONG et doivent leur investiture aux liens personnels entretenus avec Emil Kušlukov, l'une des éminences grises de MNS II, ancien leader étudiant anticommuniste en 1989 et 1990 émigré aux États-Unis. Ayant trouvé dans l'Association pour des élections libres et démocratiques un débouché professionnel à son retour en Bulgarie, il parraine l'entrée en politique de plusieurs anciens collègues. D'autres enfin, sont issus de la diaspora, à l'instar de Milen Velčev, cadre de la société de courtage Merrill Lynch à Londres et tête de liste à Plovdiv.

Le deuxième cercle de candidats MNS II regroupe des représentants de l'ancienne haute nomenklatura communiste qui n'avaient pas pu ou pas voulu entrer en politique en 1990, à une époque où les souvenirs de la période communiste restaient vifs. A ce groupe se rattache la figure de Nonka Matova, élue dans la dix-septième circonscription (Plovdiv-région). Ancienne championne du monde de tir, N. Matova a fait carrière comme responsable de la préparation des policiers et membres des forces spéciales au sein du ministère de l'Intérieur communiste. Son rang de colonel aurait pu l'empêcher de se présenter (l'armée a été dépolitisée après 1989). Une mise en disponibilité du ministère de l'Intérieur a suffi. L'énergique députée contrôlerait, selon ses dires et par l'intermédiaire de ses réseaux dans les services de sécurité, environ 15 000 voix⁵⁴.

Le troisième cercle est composé de transfuges de l'UFD, exclus ou marginalisés par la direction. Ce qu'ils ont apporté au MNS II est leur connaissance du territoire politique local, du concurrent principal, l'UFD, ainsi que des soutiens financiers et des votes. Depuis 1991, Nikolaj Somlev, l'ancien maire intérimaire, n'a eu de cesse de revenir sur scène. Par la voie syndicale, d'abord : en octobre 1996, la création de *Promjana* (Changement) est venue troubler un paysage syndical dominé par la Confédération des syndicats indépendants de Bulgarie (CSIB), issue du syndicat de la période communiste, et *Podkrepa*, membre fondateur de l'UFD. A Plovdiv, N. Somlev a accédé en 1997 à la vice-présidence du syndicat, une position occupée jusqu'en 2001 ; mais la nouvelle structure a échoué à s'implanter. Se mettant au service de MNS II, il a été nommé à la tête d'une entreprise publique – Eaux et canalisations (*Vodi i Kanalizacij*) – chargée de la distribution de l'eau et de la collecte des redevances à Plovdiv et dans sa région. Cet instrument de pression sur la municipalité sera mis à contribution au moment des élections locales d'octobre 2003, lorsque la Compagnie réclamera les taxes impayées à plusieurs dizaines de milliers de contribuables...

54. Entretien avec Nonka Matova, Sofia, 7 octobre 2003.

Après une retraite politique d'un an et demi, Gjoka Hadžipetrov s'est lui aussi rallié aux partisans du roi. Avec lui, ce sont les réseaux du centre ville – une partie significative de l'UFD sanctionnée par le parti en 1999-2000 – et une clientèle électorale appréciable qui sont venus épauler MNS II. Plusieurs membres du « clan » Hadžipetrovi ont été investis, à l'instar de l'avocat Vladimir Dončev (quatrième place, élu), de Iordan Pamukov, à qui Dimităr a rendu service quand il était maire (cinquième place, élu) et de Nikolaj Hadžiev, ancien adjoint au maire de l'arrondissement « Centre » (septième place, non élu). Plus sans doute qu'au charisme du roi rentré d'exil ou encore à une nostalgie monarchisante des électeurs bulgares, c'est à ce mode de reconversion à MNS II d'une frange des élites du vieux Plovdiv et de leurs alliés que l'ancien monarque a dû sa victoire à Plovdiv, par 48,59 % des voix (contre seulement 24,90 % à l'UFD). Le soutien des Hadžipetrovi à l'implantation locale de MNS II a valu à Gjoka un poste de préfet de la région de Plovdiv, en juillet 2001⁵⁵. Il a pris N. Hadžiev pour adjoint en charge de la propriété étatique.

Du point de vue de la compréhension des modes d'opération du système partisan en Bulgarie, ces observations suggèrent un renversement de perspective. Dans une situation où la concurrence pour l'accès à des ressources rares est vive et où les partis risquent à tout moment de changer de ligne directrice, les entrepreneurs politiques entretiennent des réseaux d'influence qu'ils mettent à la disposition du plus offrant. Les allégeances politiques se scellent ainsi sur des bases personnelles et changeantes. Les partis politiques ressemblent à ces tableaux contemporains où les contours des figures ne sont pas dessinés au crayon, mais émergent des frottements entre couleurs. C'est dans la démultiplication des interactions entre des acteurs sur le point de la défection et des structures partisans fluides que se fabrique le politique. Etudier ces émergences partisans suppose dès lors un regard attentif aux stratégies des individus et aux mobilités des réseaux.

Un tel constat n'est pas sans conséquences sur ce que l'on croyait savoir des modes de constitution et « consolidation » (organisationnelle ou idéologique) des partis au cours des transformations post-communistes. Nombreux sont les politologues ayant prédit une progressive routinisation des procédures de sélection des candidats, de gestion des clivages et de prise en charge des intérêts⁵⁶. La Bulgarie fournit à cet égard un contre-exemple

55. Il succède à Andon Andonov (UFD), en poste depuis mi-1997.

56. Cf. Evans (G.), Whitefield (S.), « Identifying the Bases of Party Competition in Eastern Europe », *British Journal of Political Science*, 23(4), 1993 ; Olson (D.), « Party Formation and Party System Consolidation in the New Democracies of Central Europe », *Political Studies*, 45 (1998) ; Kitschelt (H.), « Formation of Party Cleavages in Post-Communist Democracies: Theoretical Propositions », *Party Politics*, 1(4), 1995 ; Kitschelt (H.), *Post-Communist Party Systems: Competition, Representation, and Inter-Party Cooperation*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999 ; Zielinski (J.), « Translating Social Cleavages into Party Systems: The Significance of New Democracies », *World Politics*, 54(2), 2002. Pour une excellente présentation et une critique

dont on peut se demander s'il tient de l'exception ou s'il ne vient pas interroger ces cadres établis. D'une élection à l'autre, s'y observent en effet plusieurs tendances dont on pensait, en 1991-1992, qu'elles seraient transitoires. L'hypothèse la plus commune était que les incertitudes sur les gagnants et perdants de la transition et sur la grille des intérêts socio-économiques émergente faisaient obstacle à la consolidation des loyautés et des identités politiques⁵⁷. L'avancée des réformes économiques et la clarification des trajectoires de mobilité induite devaient contribuer à faire émerger des structures de clivage stables et, partant, des organisations partisans consolidées, débouchant sur le renforcement du lien de loyauté entre électeurs et élus, tout comme sur une incitation des responsables partisans à rester loyaux à leur organisation⁵⁸. Deuxième anomalie : on imaginait dès lors que la démultiplication et la fragmentation des partis étaient des phénomènes voués à disparaître. Au terme d'une première phase délicate, les hommes politiques s'inscriraient dans un parti politique donné,

de cette approche évolutionniste, voir Kreuzer (M.) et Pettai (V.), « The Calculus of Party Affiliation in Post-Communist Democracies. Party Switching, Fusions, Fissions and the Institutionalization of Party Systems », contribution à la conférence annuelle de l'Association américaine de science politique (ASPA), Boston, 2002.

57. Pour ce qui concerne l'étude des clivages, deux approches se sont distinguées assez tôt, l'approche dite de la *tabula rasa* – postulant le caractère essentiellement nouveau du système de parti né après 1989 et l'impossibilité d'anticiper un retour des anciennes formations et lignes de partage – et l'approche par la continuité historique cherchant à relier le post-communisme à la période communiste, voire précommuniste. Comme on pouvait s'y attendre, les partisans de la seconde (à l'instar d'Herbert Kitschelt) approche ont identifié une structure des clivages plus tôt que les tenants de la première (dont Ion Elster). Cf. Kitschelt (H.), Dimitrov (D.), Kanev (A.). « The Structuring of the Vote in Post-Communist Party systems: The Bulgarian Example », *European Journal of Political Research*, 27(2), 1995 ; Elster, (I.), Offe (C.), Preuss (U.), *Institutional Design in Post-Communist Societies. Rebuilding the Ship at Sea*. Cambridge, Cambridge University Press, 1998. Les travaux de J. Capdevielle *et al.* sur la Bulgarie représentent une très intéressante tentative de synthèse entre ces deux démarches, soulignant à la fois la difficile identification de clivages socio-économiques et la réitération sur la longue durée de certaines catégories organisatrices (comme l'opposition entre « jeunes » et « vieux »). Cf. Capdevielle (J.), Rey (H.), Todorov, (A.), « Bulgarie : la difficile construction d'un système partisan pluraliste », *Cahiers internationaux de sociologie*, 96, 1994. Cependant, quelle que soit l'angle adopté, les analyses convergent pour anticiper une consolidation des clivages et une institutionnalisation des systèmes de partis. La possibilité que la première tendance puisse ne pas déboucher logiquement sur la seconde n'est d'ailleurs pas envisagée. Pour J. Capdevielle *et al.*, « Depuis 1991, on assiste à un éclatement progressif de ce clivage [rouge-bleu] et à une structuration plus nette du paysage politique. (...) Il semble qu'au cours de deux dernières années, cette différenciation se développe et arrive à une « normalisation » de l'espace politique, où les partis politiques (anciens ou nouveaux), deviennent plus saisissables et identifiables » (p. 211).

58. En 1995, M. Waller soulignait ainsi : « tout cela [fission et fusion] fait partie d'un processus de formation partisan, dans un système politique dans lequel jusque récemment un parti unique a joui d'un monopole d'organisation autonome. (...) Les formes nécessairement confuses de combinaison et d'agrégation qui ont caractérisé la transition bulgare peuvent être raisonnablement envisagées comme tendant vers la formation d'un système partisan ». Cf. Waller (M.), « Making and Breaking: Faction in the Process of Party Formation in Bulgaria », *Démocratization*, 2(1), 1995, p. 166.

y feraient carrière et ne changeraient plus d'étiquettes. Là encore, les prévisions ne se sont pas réalisées. Force est de se rendre à l'évidence : le déplacement d'acteurs politiques entraînant dans leur sillage de petits groupes de soutien ne constitue pas un phénomène temporaire, mais bien une modalité de gestion de l'incertitude et de la rareté dans le contexte de l'après-1989.

Le point est important. Car, une fois dissipés les espoirs des débuts de la « transition », les politologues ont bien noté la prolifération des regroupements politiques, leur faible durée de vie et les changements de loyauté fréquents des entrepreneurs politiques⁵⁹. Mais ces phénomènes ont été interprétés comme autant de symptômes de crise⁶⁰. Dans un ouvrage récent, le politologue britannique Richard Rose, déplorait ainsi qu'un « haut niveau de compétition partisane n'a[it] pas conduit à un système de parti stable dans lequel existe un équilibre entre les préférences des électeurs et l'offre des partis. A la place, on observe un système de parti flottant car [...] les élites politiques démantèlent fréquemment les partis ou créent de nouveaux partis. Tant que les partis flottent, les électeurs sont forcés de flotter aussi. Le résultat est un degré de volatilité électorale très supérieur à celui qui existe dans les démocraties établies et il est difficile pour les électeurs de tenir leurs gouvernants responsables⁶¹ (*accountable*) ». Le cas bulgare suggère plutôt que la fluidité du spectre politique résulte d'un système d'interactions complexes dans lequel chacune des parties prenantes déploie des stratégies actives, les électeurs comme les entrepreneurs politiques. La majorité des citoyens ordinaires dépend d'intermédiaires politiques dans la recherche d'emploi, d'aides sociales ou d'intercession auprès de l'administration ; mais elle sait également que le protecteur risque de se révéler impuissant à entretenir les échanges de faveurs s'il perd le pouvoir. Le défi est alors de parvenir à doser allégeance et distance afin de pouvoir changer d'intermédiaire le moment venu. Quant aux aspirants à

59. Cf. Lewis, (P.) (ed.), *Party Development and Democratic change in Post-Communist Europe*, Londres, Frank Cass, 2001. Parmi les études de cas les plus stimulantes sur la permanence des fissions, fusions et changements d'affiliation partisane à l'Est, cf. Shabad (G.), Slomczynski (K.), « Inter-party Mobility Among Parliamentary Candidates in Post-Communist East Central Europe », *Party Politics*, 10(2), 2004, p. 151-176 ; Grofman (B.), Mikkel (E.), Taagepera (R.), « Fission and Fusion of Parties in Estonia, 1987-1999 », *East European Politics and Societies*, 15(2), 2001 ; Herron (E.), « The Causes and Consequences of Fluid Factional Membership in Ukraine », contribution à la conférence annuelle de l'Association américaine de science politique (APSA), San Francisco, 2001.

60. L'interprétation la plus courante veut que la fluidité des allégeances et des structures partisans reflète une sous-institutionnalisation des partis, dans laquelle le coût de la défection partisane reste relativement bas. Cf. Bieslasiak, (J.), « Substance and Process in the Development of Party systems in East Central Europe », *East European Politics and Societies*, 12, 1997 ; Lewis (P.), *Political Parties in Post-Communist Europe*, Londres, Routledge, 2000.

61. Cf. Rose (R.), Munro (N.), *Elections and Parties in New European Democracies*, Washington DC, CQPress, 2003, p. xv.

une professionnalisation politique, ils recherchent un hébergement partisan pour accéder au pouvoir mais doivent pouvoir rebondir promptement en cas d'expulsion ou de défaite électorale sous peine de perdre relations et clients. Ils s'emploient dès lors à entretenir, par des nominations et d'autres services rendus, un petit capital de clients qui facilitera la recherche d'un nouvel hébergement temporaire. Tout se passe dès lors comme si l'on était en présence de jeux de relations dans lesquels la possibilité de la défection est intériorisée et gérée à travers la diversification des mobilités. Et il n'est pas nécessaire que les formes partisans aient des contours lisses pour que la politisation s'opère.